

La fonction publique n'est pas une variable d'ajustement budgétaire !

Le nouveau gouvernement a été annoncé ce 12 octobre.

Le député David Amiel est nommé ministre délégué chargé de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, sous l'autorité de la ministre de l'Action et des Comptes Publics, Amélie de Montchalin, qui fut elle-même en charge de la fonction publique de 2020 à 2022.

Si et fort heureusement, la Fonction Publique a été détachée de l'Intelligence artificielle (comme cela apparaissait dans le gouvernement éphémère de la semaine dernière) il n'y a désormais plus de ministère de plein exercice pour la fonction publique dans ce nouveau gouvernement. Cette "rétrogradation" est révélatrice de la volonté gouvernementale de relégation de la fonction publique et de ses 5 millions d'agent-es.

Le passage sous la coupe de la ministre des Comptes publics révèle également une vision purement comptable de la fonction publique.

Une nouvelle fois, Solidaires fonction publique dénonce ce choix révélateur d'une volonté claire d'utiliser la fonction publique comme variable d'ajustement budgétaire.

Mettre la FP sous l'autorité de Bercy c'est clairement indiquer que la FP servira à payer la dette du pays, et que le gouvernement n'a pas l'intention de répondre aux attentes des 5 millions d'agent-es qui voient leurs conditions de travail et leur rémunération dégradées.

Pour Solidaires FP, si la logique comptable du gouvernement ayant entraîné la perte d'un ministère de plein exercice n'étonne pas compte tenu de la ligne du gouvernement Lecornu II, elle en est pour autant inadmissible.

La fonction publique et les services publics ne sont pas un coût mais bien une richesse pour la population. Les services publics sont un bien commun seul à même de garantir l'égalité de traitement de la population sans discrimination.

Ils ne feront pas d'économies sur nos vies. Pas d'économies sur les services publics.

Paris, le 13 octobre 2025